



«Haïti est trop compliquée pour des gens pressés»

COOPÉRATION • Le Dr Franco Ceppi revient de l'île antillaise, où il a travaillé pour Médecins du Monde. Rencontre avec un coopérant qui ne cache pas les limites de l'aide internationale.

PROPOS RECUEILLIS PAR
SERGIO FERRARI

Les récentes élections présidentielles ont attiré l'attention sur Haïti, ces dernières semaines, donnant l'idée d'un pays «politiquement normalisé». Pourtant, les traces sociales et humaines du tremblement de terre du 12 janvier 2010 sont profondes et n'en finissent pas de se cicatrifier. «L'aide internationale manque d'un plan global» et paie le prix «d'un Etat fragile», relève le docteur Franco Ceppi.

Le Suisse vient de rentrer de l'île antillaise où il a travaillé durant cinq mois jusqu'en février 2011 dans le cadre d'un programme de Médecins du Monde-Suisse. Coopérant dans plusieurs nations du Sud – tant d'Afrique que d'Amérique latine –, le Dr Ceppi suit actuellement une nouvelle formation spécialisée en hématologie-pédiatrie et exerce la fonction de chef de clinique dans ce secteur de l'Hôpital universitaire de Lausanne (CHUV).

Plus d'un an s'est écoulé depuis ce tremblement de terre dévastateur. Quelle est votre appréciation de la coopération internationale?

Francesco Ceppi: Le grand problème d'Haïti c'est la faiblesse de l'Etat. L'aide d'urgence, l'une des plus importantes de l'histoire contemporaine, est devenue structurelle. Elle remplace fortement le pouvoir politique et mène à une perte de la responsabilité citoyenne collective. Circonstance aggravante, 90% du système d'éducation et de santé est privé.

Le pays n'a pas de ressources publiques pour faire fonctionner l'Etat. Haïti vit grâce à la communauté internationale, aux ONG, à la charité... Ces aides souffrent d'un grand problème de base: elles n'ont aucun plan global, elles sont très peu supervisées par le fragile Etat haïtien.

Pourriez-vous néanmoins identifier les aspects les plus positifs de cette coopération?

Dès le début, on a créé des systèmes de coordination entre les différentes ONG dans chaque région. Cela se passe dans le cadre de réunions des acteurs présents dans chaque zone et sur les différents champs d'intervention, par exemple: la santé, l'éducation, la logique, l'assainissement de l'eau, etc. Cette coordination a permis une meilleure distribution des ressources et une meilleure réponse aux besoins.

Et quels sont les aspects les plus déficitaires de la coopération?



Le Dr Franco Ceppi (à gauche), ici en mission à Haïti. «L'opinion publique se borne à définir Haïti comme l'un des pires pays de la planète; mais personne ne cherche à comprendre les raisons pour lesquelles Haïti se trouve dans une telle situation.» MDM

Ce que j'estime le plus négatif, c'est que la majorité des projets ont été réalisés parce qu'il y a de grands moyens à disposition et qu'il était nécessaire de les utiliser. Je pense que la chronologie devrait être différente, pour ne pas dire contraire: élaborer des projets d'après les besoins sur le terrain et ensuite chercher leur financement.

Qu'en est-il de la coopération suisse?

J'ai eu la chance de participer à un projet très intéressant: la construction et le fonctionnement du Centre de traitement du choléra (CTC) de Grand-Goâve, à 50 km au sud de la capitale Port-au-Prince. Y collaborent la Direction du développement et de la coopération (DDC) et des ONG suisses comme Médecins du Monde (Mdm), Terre des hommes/Lausanne, la Croix-

Rouge et quelques ONG internationales, dont OXFAM et Handicap International. Cette construction a pu être effectuée en dix jours grâce à cette participation conjointe.

Il est aussi intéressant de constater la coopération harmonieuse dans le fonctionnement du CTC. Un phénomène assez unique et rare: il démontre que la collaboration est possible si l'objectif principal est le développement et non pas les intérêts particuliers ou le prestige individuel de chaque institution.

Généralement, la coopération suisse rencontre les mêmes difficultés que les autres acteurs internationaux. Elle dispose d'un grand capital, mais elle est confrontée à une réalité complexe. Il n'est pas si facile de reconstruire en Haïti. Par exemple, la majorité des écoles sont privées, elles n'entrent donc pas dans les critères

de subvention. La reconstruction des hôpitaux est difficile, parce que le Ministère de la santé retarde les processus d'autorisation ou ne donne aucune garantie sur le fonctionnement de la structure, une fois celle-ci terminée.

Quelles réflexions vous suggère votre expérience haïtienne?

Je suis triste de constater que l'opinion publique se borne à définir Haïti comme l'un des pires pays de la planète; mais personne ne cherche à comprendre les raisons pour lesquelles Haïti se trouve dans une telle situation. Je voudrais citer une excellente réflexion de Ricardo Seitenfus, représentant de l'Organisation des Etats américains dans ce pays durant les années 2009-2010. Elle reflète mon point de vue sur la situation: «Il faut aller vers la culture haïtienne. Je crois qu'il y a trop de médecins au chevet

du malade, et la majorité de ses médecins sont des économistes. En Haïti, on a besoin d'anthropologues, de sociologues, d'historiens, de politologues et aussi de théologiens. Haïti est trop complexe pour des gens pressés. Personne ne prend le temps, ni n'a l'envie de comprendre ce que l'on pourrait appeler l'âme haïtienne. Les Haïtiens l'ont bien compris, ils nous considèrent, ils considèrent la communauté internationale simplement comme une vache à traire. Ils veulent tirer profit de cette présence et ils le font avec une maestria extraordinaire. Si les Haïtiens nous considèrent seulement en fonction de l'argent que nous amenons dans leur pays, c'est parce que nous sommes présentés de cette manière.»

Traduction: H. P. Renk
Collaboration: E-CHANGER

RAPPORT DE L'ONU

La liberté d'expression progresse en Algérie

L'Algérie a fait des progrès, a affirmé la semaine dernière le rapporteur de l'ONU sur la liberté d'expression Frank La Rue. La levée de l'état d'urgence, en place depuis 1992 «est certainement un geste positif», a notamment relevé le rapporteur au terme d'une visite dans le pays, du 10 au 17 avril.

M. La Rue a noté que l'Algérie a fait beaucoup de progrès depuis les années 1990, durant lesquelles cent journalistes ont été tués. Ces derniers ne craignent plus pour leur vie lorsqu'ils font leur travail, a-t-il déclaré.

Toutefois, le rapporteur a «[mis] en garde contre le fait que le cadre légal existant est toujours restrictif en ce qui concerne le droit à la liberté de réunion et le droit à la liberté d'opinion et d'expression». «Les journalistes font face à un certain nombre de défis et d'intimidations juridiques qui entravent leur travail», a ajouté l'expert de l'ONU dans un communiqué publié à Genève.

Si la presse écrite s'est ouverte depuis le début des années 1990, M. La Rue estime que les secteurs de la télévision et de la radio sont toujours sous le contrôle du gouvernement. Les chaînes de télévision et de radio nationales «n'ont pas couvert les récentes protestations dans le pays de manière juste et équilibrée et ne donnent pas suffisamment l'accès aux partis d'opposition et aux ONG critiques», explique-t-il.

Le rapporteur de l'ONU a salué le travail du Ministère des postes et des technologies de l'information pour donner un accès accru à internet à 8 millions d'utilisateurs via les bibliothèques et les centres internet publics. Toutefois, il a noté que Facebook est devenu inaccessible pour une courte période durant les récents événements dans les pays voisins.

«La logique du passé ne peut plus être utilisée pour ignorer les attentes des jeunes et limiter leurs libertés. Des personnes de tous horizons revendiquent maintenant leurs droits. Le gouvernement devrait écouter de telles voix», a demandé le rapporteur.

Par le passé, plusieurs journalistes, en particulier ceux qui se sont concentrés sur la corruption, ont été accusés de diffamation et condamnés à des peines de prison, bien que dans la plupart des cas la peine n'ait pas été exécutée. Frank La Rue a salué à cet égard l'annonce du président Abdelaziz Bouteflika de la décriminalisation des délits de presse. ATS

«LES VRAIS COOPÉRANTS SONT CUBAINS»

«Ce qui m'a le plus impressionné durant ce séjour en Haïti, ce sont la présence et le travail de la Brigade cubaine, souligne Francesco Ceppi. Il ne s'agit ni d'une ONG, ni d'institutions internationales, mais d'une coopération entre Etats.» Le Dr Ceppi rappelle que cette aide a une histoire très ancienne qui date d'avant le séisme, mais qui s'est accentuée et consolidée après celui-ci. «Les hôpitaux appuyés par Cuba intègrent un personnel mixte et

sont très fonctionnels: ils assurent un suivi médical d'excellente qualité par rapport à la réalité moyenne du pays.»

De plus, «le personnel de la Brigade cubaine effectue un séjour de deux ans, ce qui lui permet d'apprendre la langue locale [le créole]; il reçoit une rémunération ridicule, en comparaison avec les salaires, parfois exagérés, de nombreux coopérants. Ils ne disposent pas non plus de grandes commodités (transports

par des chauffeurs, habitations avec personnel domestique, etc.)»

Malgré l'impact de cette coopération, les médias européens l'ignorent. Pour Franco Ceppi, la raison est claire: «Cuba ne dispose pas de la même force médiatique que les grandes machineries humanitaires européennes et étasuniennes.» «Pour moi, insiste-t-il, les Cubains sont les véritables humanitaires: humbles et

grands travailleurs, qui ont pour seul objectif de renforcer le faible Etat haïtien, en se mettant à son service.»

Un plus significatif pour le Suisse: «Cuba a formé plus de 500 médecins haïtiens à La Havane. Mais il est triste de constater que la moitié d'entre eux au lieu de travailler à Haïti, après avoir terminé cette formation professionnelle hautement qualifiée, émigrent aux Etats-Unis, au Canada ou en France.» SFI



La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.

Retrouvez
Le Courrier
sur internet
www.lecourrier.ch